



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 08/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYTRADEM

22 rue de la Grande Haie
77130 MONTEREAU FAULT YONNE

Références : E/23- 0327
N° Hélios : 58508
Code AIOT : 0006513254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement SYTRADEM implanté 22 rue de la Grande Haie 77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYTRADEM
- 22 rue de la Grande Haie 77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE
- Code AIOT : 0006513254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
14	Mise à jour du plan d'opération interne et exercices	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bordereaux de suivi des déchets dangereux	Code de l'environnement du 16/11/2022, article R. 541-45	Non-conformité constatée lors de l'inspection précédente du 6 juillet 2021	Sans objet
2	Contenu du registre chronologique des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Non-conformité constatée lors de l'inspection précédente du 6 juillet 2021	Sans objet
3	Caractéristiques de l'établissement et quantités présentes	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 1.2	/	Sans objet
4	Contrôle du système de détection	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.3	/	Sans objet
5	Volumes de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.2	/	Sans objet
7	Conditions de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.8.3	/	Sans objet
8	Modalités de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.8.4	/	Sans objet
9	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.8.6	/	Sans objet
10	Conditions générales de la surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 5.7.1	Observation formulée suite à l'inspection précédente du 6 juillet 2021	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Accès au hall de déchargement des déchets	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 6.1.2	Non-conformité constatée lors de l'inspection précédente du 6 juillet 2021	Sans objet
13	Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.2	/	Sans objet
15	Qualité des résidus de combustion	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 9.3	Non-conformité constatée lors de l'inspection précédente du 6 juillet 2021	Sans objet
16	Maintenance et étalonnage des moyens de mesure	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 11.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de l'inspection réalisée le 28 septembre 2022 mettent en évidence une exploitation dans l'ensemble conforme aux prescriptions réglementaires applicables.

Toutefois, l'inspection des installations classées a constaté des non-conformités ou observations pour les points de contrôle suivants :

- plan des réseaux : l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un schéma de circulation des différents effluents au cours de l'inspection (non-conformité),
- des concentrations significatives en zinc ont été relevées sur deux piézomètres aval lors des précédentes campagnes de mesure de la qualité des eaux souterraines (observation),
- la dernière mise à jour du plan d'opération interne n'a pas été transmise à l'inspection des installations classées (observation).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bordereaux de suivi des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/11/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 6 juillet 2021
Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Au cours de l'inspection du 6 juillet 2021, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter le bordereau de suivi de déchets dangereux correspondant à un envoi de résidus d'épuration des fumées effectué le 31 décembre 2020. Par courrier transmis le 24 septembre 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées ledit bordereau de suivi de déchets, récupéré auprès du centre de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contenu du registre chronologique des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Lors de l'inspection du 6 juillet 2021, il avait été constaté que le registre chronologique des déchets

entrants ne comportait pas toutes les informations prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 précité. En particulier, le registre ne mentionnait pas les codes des déchets.

Par courrier en réponse transmis le 24 septembre 2021, l'exploitant s'engageait à intégrer les codes déchets dans le registre et précisait travailler avec le prestataire de service du pont-basculé pour inscrire la nomenclature des codes des déchets dans les relevés quotidiens de pesées.

Lors de l'inspection du 28 septembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les codes des déchets étaient effectivement mentionnés dans le registre des déchets entrants.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Caractéristiques de l'établissement et quantités présentes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, articles 1.2 et 6.1.1

Thème(s) : Autre, Portée de l'autorisation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Centre de collecte et de transfert des déchets issus du tri sélectif :

- emballages ménagers hors verre (acier, aluminium, papier/carton, plastique) collectés en porte à porte, stockés dans une alvéole couverte de capacité 353 m³,
- journaux, revues, magazines collectés en apport volontaire, stockés dans une alvéole couverte de capacité 117 m³,
- verres ménagers, collectés en apport volontaire, stocké sur une plateforme étanche d'une superficie de 300 m².

Constats :

Lors de l'inspection du 28 septembre 2022, il a été constaté que les quantités présentes dans l'établissement étaient inférieures aux quantités autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle du système de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.3

Thème(s) : Autre, Détection de la radioactivité

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'établissement est également équipé, au niveau de chaque pont bascule, d'un système de détection de la radioactivité permettant de contrôler l'ensemble des chargements entrant ou sortant du site. Ce système et l'ensemble des automatismes associés sont vérifiés et étalonnés périodiquement, a minima une fois par an, par un organisme compétent et habilité en matière de radioprotection.

Une zone de stationnement est prévue au sein de l'établissement pour l'isolement d'un véhicule qui aurait provoqué le déclenchement du système de détection de la radioactivité. Cette mesure d'isolement respecte les dispositions applicables en matière de radioprotection.

Constats :

Lors de l'inspection du 28 septembre 2022, l'exploitant a présenté le dernier rapport de la vérification périodique du portique de détection de la radioactivité, effectué le 4 juillet 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Volumes de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.2
Thème(s) : Autre, Prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités annuellement à 8 800 m ³ en eau de réseau communal et à 2 500 m ³ en eau de nappe via le forage de prélèvement. Ce forage est équipé d'un compteur volumétrique et d'une sonde piézométrique de mesure des niveaux statique et dynamique de la nappe. Le relevé des volumes d'eaux utilisés est effectué hebdomadairement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : Lors de l'inspection du 28 septembre 2022, il a été constaté, d'une part, que les prélèvements d'eau en 2021 se sont élevés à un volume total de 13 194 m ³ , pour 9 103 m ³ en de forage et 4 091 m ³ sur le réseau communal, soit un volume total supérieur au volume autorisé et un ratio de répartition des prélèvements inversé par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Au cours de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de son intention de déposer un dossier de porter-à-connaissance pour solliciter l'augmentation des prélèvements d'eau et modifier leur répartition. Un dossier de porter-à-connaissance a été déposé à cet effet par l'exploitant le 4 novembre 2021 et fait l'objet d'une instruction spécifique à la date d'établissement du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'effluents. Ces schémas, tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation en eau,• les secteurs ou zones collectés et les réseaux associés,• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, regards, etc),• les ouvrages d'épuration et les points de rejets de toute nature. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Au cours de l'inspection du 28 septembre 2022, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'effluents. Aussi, il est demandé la transmission de ces plans à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Conditions de rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales des voiries non susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, pour ces effluents, les valeurs limites de rejet en concentrations ainsi que les modalités d'autosurveillance et de surveillance par un organisme extérieur agréé suivantes.

Avant rejet réseau communal, les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 si neutralisation alcaline),
- Température du rejet < 28 °C,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mgPt/l,
- Exempt de matières flottantes,

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Autosurveillance	Surveillance par un organisme extérieur agréé
DBO ₅	25	Mensuelle	Semestrielle
DCO	125		
COT	40		
MES	30		
Azote NTK	15		
Hydrocarbures Totaux	5		
As	0,01		
Cd	0,01		
Cr	0,05		
Cu	0,1		
Hg	0,01		
Ni	0,1		
Pb	0,05		
Zn	0,5		
CN libres	0,05		
TI	0,01		
Fluorures	5		
AOX	2		
Dioxines/furans	0,3 ng/litre		Semestrielle

La concentration pour chaque métal visé dans le tableau ci-dessus vaut pour le métal et ses composés.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes doivent être effectués conformément aux normes françaises ou européennes équivalentes en vigueur.

Les mesures, contrôles et analyses sont à la charge de l'exploitant.

En cas de dépassement des concentrations limites de rejet fixées ci-dessus, les effluents non conformes contenus dans le bassin d'orage sont pompés pour être traités dans une installation dûment autorisée à cet effet.

Un état récapitulatif des analyses et mesures réalisées dans le cadre de l'autosurveillance est transmis à l'inspection des installations classées tous les mois, sous une forme synthétique. Ce document est accompagné le cas échéant de commentaires expliquant les dépassements constatés, ainsi que les dispositions prises pour y remédier et pour qu'ils ne se reproduisent plus.

Les mesures et analyses réalisées par l'organisme extérieur agréé servent à valider le dispositif d'autosurveillance mis en œuvre par l'exploitant. Les rapports établis par l'organisme sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés le cas échéant de commentaires expliquant les dépassements constatés, ainsi que les dispositions prises pour y remédier et pour qu'ils ne se reproduisent plus.

Constats :

L'exploitant déclare mensuellement les relevés de l'autosurveillance des eaux pluviales sur l'application GIDAF.

En 2022, ces relevés font apparaître des valeurs généralement conformes, à l'exception :

- pour le mois de janvier, une valeur légèrement non conforme en MES (37 mg/l au lieu de 30 mg/l),
- pour le mois de février, des valeurs non conformes en DBO5 (29 mg/l au lieu de 25 mg/l) et MES (49 mg/l au lieu de 30 mg/l),
- pour le mois de mars, une valeur non conforme en MES (130 mg/l au lieu de 30 mg/l),
- pour le mois d'avril, une valeur légèrement non conforme en CT (44 mg/l au lieu de 40 mg/l).

En dehors de ces valeurs, l'ensemble des valeurs déclarées jusqu'au mois d'octobre 2022 sont conformes aux valeurs limites réglementaires. L'exploitant explique ces dépassements par le faible niveau de précipitation en 2022, ayant conduit à certaines surconcentrations dans les rejets.

En ce qui concerne la surveillance semestrielle par un organisme agréé, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle du 1^{er} semestre 2022, établi par un organisme agréé le 18 mai 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Modalités de rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de rejet des effluents vers le réseau eaux pluviales communal

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'ouvrage de rejet dans le réseau eaux pluviales communal (canalisation, etc) est muni d'une vanne de barrage actionnable (de manière automatique ou manuelle) par l'exploitant en cas d'accident ou d'incendie.

Cette vanne de barrage fait l'objet d'opérations de contrôles et maintenances périodiques selon des fréquences fixées par l'exploitant. Les résultats de ces opérations sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : Lors de l'inspection du 28 septembre 2022, l'exploitant a présenté le registre des vérifications effectuées mensuellement sur la vanne de barrage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.8.6
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les points de rejet des différents effluents de l'établissement doivent être différents et en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur, aux abords du point de rejet et en fonction de l'utilisation de l'effluent à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et un point de mesure (débit, température, mesures de paramètres et de polluants pertinents, etc). Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite en amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ils doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection du 28 septembre 2022, l'inspection des installations classées a contrôlé que les caractéristiques du point de rejet des effluents de l'établissement permettaient de réaliser des mesures représentatives. D'autre part, ce point de rejet était aisément accessible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un réseau de plusieurs puits de contrôle (piézomètres) permet de contrôler la qualité des eaux de la nappe alluviale de la Seine. Ces piézomètres sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou à défaut aux bonnes pratiques.</p> <p>Pour chacun des puits de contrôle dont le nombre ne peut être inférieur à 3 (1 piézomètre en amont hydraulique de l'établissement et les deux autres en aval hydraulique), il est procédé à un contrôle semestriel de la qualité des eaux suscitées. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme extérieur agréé.</p> <p>Le contrôle et les analyses portent au minimum sur les paramètres suivants :</p>

- analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, conductivité, NTK, NH₄, Cl, Mg, Mn, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, V, Sb, As, Co, P, DCO, COT, MES, hydrocarbures totaux,
- analyse biologique : DBO₅,

Les prélèvements d'échantillons sont effectués conformément à la norme « Prélèvement d'échantillons – Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 » et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000. Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur.

Le niveau des eaux souterraines est également mesuré semestriellement. Cette mesure, qui doit permettre de contrôler le sens d'écoulement des eaux souterraines, se fait sur des points nivelés.

Les résultats de toutes les analyses et mesures, accompagnés des commentaires nécessaires, sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées. Ces résultats sont intégrés dans des documents de synthèse (tableaux, courbes, etc) qui tiennent compte des résultats initiaux de caractérisation de la qualité des eaux souterraines réalisée lors de la campagne de 2005 et figurant dans le dossier de demande d'autorisation du 31 juillet 2008 susvisé, et permettent d'apprécier l'évolution dans le temps des niveaux et de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant archive les résultats de tous les contrôles et analyses effectués sur les eaux souterraines pendant toute la durée de l'exploitation de l'établissement.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques prévues ci-dessus sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées ci-après sont mises en œuvre.

En cas de dégradation significative de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant met en place un plan d'actions et de surveillance renforcée. Il informe, dans les plus brefs délais, le Préfet et l'inspection des installations classées de la dégradation constatée et leur adresse simultanément le descriptif du plan d'actions qu'il a engagé. Il adresse, à une fréquence déterminée par l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application de ce plan de surveillance. Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcée peut être arrêté en accord avec le Préfet.

Constats :

Les campagnes de mesures semestrielles réalisées en mai et septembre 2021 sur les 5 piézomètres font apparaître des concentrations en manganèse significativement plus élevées sur les piézomètres aval 3 et 5 (entre 3,19 et 6,87 mg/l), alors que ces concentrations sont nettement plus faibles sur les autres piézomètres (entre 0,005 et 0,117 mg/l).

Il convient de mettre en place une surveillance renforcée sur ce paramètre lors des prochaines campagnes de mesure et, si l'évolution défavorable est confirmée, de prévoir la mise en œuvre d'un plan d'action spécifique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Conditions générales de la surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 5.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et étalonnage des systèmes de mesure

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les

furanes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes françaises ou européennes équivalentes visées par l'arrêté ministériel en vigueur.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à contrôle et à un essai annuels de vérification par un organisme compétent.

Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moins tous les trois ans au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, selon les méthodes de référence, et conformément à la norme référencée dans l'arrêté ministériel en vigueur.

Constats :

Au cours de l'inspection du 6 juillet 2021, il avait été constaté que le rapport du dernier test de surveillance de l'étalonnage des analyseurs AST indiquait qu'il était nécessaire d'étalonner les analyseurs de NOx et d'O2.

Par courrier transmis le 24 septembre 2021, l'exploitant avait présenté une nouvelle version du rapport précité, corrigée par l'organisme ayant effectué les tests suite à une erreur d'interprétation. Selon cette version corrigée, il n'était plus nécessaire d'effectuer un étalonnage de correction pour les analyseurs de NOx et d'O2.

Par ailleurs, lors de l'inspection du 28 septembre 2022, l'exploitant a présenté un nouveau rapport de tests de surveillance de l'étalonnage réalisés sur l'ensemble des systèmes de mesure, établi le 27 avril 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Accès au hall de déchargement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 6.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'admission et contrôle des entrées de déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les portes donnant accès au hall de déchargement doivent être maintenues fermées en dehors des entrées-sorties de véhicules.

Constats :

Lors de l'inspection du 6 juillet 2021, il avait été constaté que les deux portes d'accès pour véhicules au hall de déchargement étaient maintenues ouvertes car hors services.

Au cours de l'inspection du 28 septembre 2022, il a été constaté que ces deux portes avaient été remises en état de fonctionnement et étaient maintenues fermées en dehors des entrées-sorties de véhicules.

Il a également été constaté que des protections ancrées au sol avaient été montées autour des montants de portes d'accès et que des dispositifs de protection avaient été installés au niveau des boîtiers de commande des portes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.
Constats : Lors de l'inspection du 28 septembre 2022, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les rapports de vérification des moyens de protection et de lutte contre l'incendie établis les 10 et 20 juin 2022 (systèmes de sécurité incendie, caméras thermiques, canons de fosse, poteaux incendies, robinets d'incendie armés et extincteurs).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Mise à jour du plan d'opération interne et exercices

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un Plan d'Opération Interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis au SDIS et à l'inspection des installations classées. Il est mis à jour en tant que de besoin chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable des installations et des équipements afférents. Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les services d'incendie et de secours afin de tester le POI. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour ces exercices. Le compte rendu de chaque exercice lui est transmis. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre en toute circonstance le déclenchement sans retard du POI. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI.
Constats : Lors de l'inspection du 28 septembre 2022, l'exploitant a précisé avoir mis à jour le POI début 2022. A ce jour, la version du POI mise à jour en 2022 n'a pas été transmise à l'inspection des installations classées. Il convient de la transmettre à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Qualité des résidus de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Résidus de combustion des déchets ménagers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La ligne d'incinération est exploitée de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des cendres et des mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 5 % de ce poids sec.</p> <p>La teneur en COT ou la perte au feu des mâchefers est vérifiée au moins mensuellement et un plan de suivi de ce paramètre est défini par l'exploitant. Les résultats de cette vérification sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 6 juillet 2021, il avait été demandé que la procédure d'échantillonnage des mâchefers, en vue de mesurer leur taux d'imbrûlés, prévoie d'additionner la teneur en imbrûlés mesurée par l'installation de traitement des mâchefers et celle mesurée par l'exploitant, pour la comparer à la valeur limite de 3 % du poids sec.</p> <p>Par courrier transmis le 24 septembre 2021, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées la procédure d'échantillonnage des mâchefers mise à jour conformément à la demande.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Maintenance et étalonnage des moyens de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 11.1
Thème(s) : Autre, Performance énergétique de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique. Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un moyen de mesure est annuelle. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 28 septembre 2022, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des moyens de mesure nécessaires à la détermination des paramètres pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique, établi le 27 avril 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet